

DRFIP à Rangueil :

Une visite sous haute tension sociale !



Vendredi matin, Le Directeur Régional accompagné de M FERALLI, de M JOCHUM, de Mme ARRIGHI et de Mme TORREBADELL s'est rendu sur le site bloqué de RANGUEIL pour apporter des réponses aux revendications des collègues élaborées pour chaque structure autour des thématiques de l'emploi, des conditions de travail et d'exercice des missions.

Une délégation représentant l'ensemble des services de l'Hôtel des Finances a été reçue durant près de cinq heures et demi.

En préalable, bien que le projet de loi des retraites soit au cœur des mobilisations, les agent(e)s ont tenu à rappeler que les questions d'emplois, de salaires et la situation générale de la DGFIP étaient également des éléments de mécontentement.

Ainsi, il a clairement été signifié que l'absence de réponse et l'attitude méprisante de la Centrale participaient à l'aggravation du climat social. La Direction doit assumer ses responsabilités en cessant la politique de l'autruche pratiquée pour supprimer des emplois, remettre en cause les garanties statutaires et démanteler le service public. Des négociations doivent être ouvertes sans délais.

C'est donc sans grande conviction que M Le Floc'h s'est livré à un exercice consistant à relativiser l'impact négatif lié à la pénurie des effectifs sur le fonctionnement régulier des services.

A l'issue de cette rencontre, plusieurs points ont été satisfaits (installation physique des locaux, outils professionnels, aménagements matériels...).



Durant cette audience, les collègues ont dressé un véritable réquisitoire implacable articulé autour de l'insuffisance du niveau des emplois :

- **Dénonciation de la politique des indicateurs détériorant le dialogue professionnel et le contenu des missions,**
- **Mal être au travail (Fatigue, stress, perte de sens du travail...)**
- **Dysfonctionnement des applications informatiques (GESPRO...)**

La Direction a bien eu du mal à opposer des arguments contradictoires valables.

Refusant de condamner les suppressions d'emplois opérées au niveau Central, le Directeur Régional a expliqué qu'il était possible d'organiser le travail différemment pour maintenir la même efficacité dans le service rendu à l'utilisateur et améliorer également les conditions de travail.

Concernant le sujet principal des emplois, quelques engagements ont été pris :

- Notamment pour le CDIF de Toulouse (largement sinistré) et le remplacement futur du poste C de la Fiscalité Immobilière de Toulouse Sud-Est
- Demande de rallonge auprès de la Centrale des crédits d'auxiliaires
- Pour la plupart des autres services, bien qu'il soit reconnu une situation des effectifs tendue en raison des déficits inscrits aux tableaux des emplois, du cumul des périodes de longue absence ou de l'évolution quantitative et qualitative des charges de travail, toute réponse concrète est différée au prochain CTP Emploi programmé en fin d'année. Nous osons espérer qu'il ne s'agit pas là d'une belle façon de botter en touche !

Quelques aspects supplémentaires évoqués :

- Fusion CDI – CDIF : Il nous a été confirmé que la réforme n'était pas d'actualité pour la Haute-Garonne avant 2012 et que les conditions de sa mise en œuvre ou de sa non-application restaient en pointillés.
- Pensions : Aucune garantie sur l'affectation totale des 15 emplois (annoncée pourtant au CTPD de Juillet) pour le service régional des pensions.
- Mirail : L'examen de l'attribution de la NBI Zone Sensible ne sera pas étudié avant la fin de l'année. Nous appuyant sur les engagements de P PARINI, le 2 mars à LABEGE, nous sommes intervenus pour demander une accélération du calendrier pour en décider de son octroi immédiat pour les agent(e)s. Enfin toujours pour ce même site, le Directeur Régional s'est dit alerté par la situation des services d'accueil concernant l'affluence du public et la sécurité.



Si nous observons quelques avancées à mettre au crédit de la mobilisation, elles n'en demeurent pas moins bien en dessous des besoins réels exprimés par les agent(e)s et nécessaires pour l'accomplissement des missions. Un compte-rendu détaillé est en cours de rédaction par les collègues mandatés par l'Assemblée Générale et ayant participé à cette réunion.

Emploi, salaires, retraites, poursuivons les mobilisations pour inverser les logiques régressives que veulent nous imposer le gouvernement, le patronat et nos Directions !

JEUDI 28 OCTOBRE :
TOU(TE)S en GREVE ET MANIFESTATION
RDV Finances : 10h00 Espace Saint-Cyprien
Camion UL CGT CENTRE VILLE